|  |
| --- |
| COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE (de l'UNESCO) |
|  | PARIS, le 1er avril 2019Original anglais |
| Trentième session de l'AssembléeUNESCO, Paris, 26 juin – 4 juillet 2019 |  |

Point **12.2** de l’ordre du jour provisoire

Distribution limitée

**PROJET DE PROGRAMME ET DE BUDGET POUR 2020-2021
(PROJET DE 40 C/5)**

|  |
| --- |
| **Résumé**Le présent document contient la proposition du Secrétariat concernant le Projet de 40 C/5, accompagnée de cibles de programme et de scénarios budgétaires pour le second exercice biennal (2020-2021) du programme quadriennal (2018-2021), tel qu’approuvé par l’Assemblée de la COI à sa 29e session, en 2017. Il est pleinement conforme au Projet de document [40 C/5](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000367155_fre) présenté au Conseil exécutif de l’UNESCO à sa 206e session, mais apporte davantage d’informations sur les allocations proposées dans le cadre des différents scénarios budgétaires, pour examen par l’Assemblée.Décision proposée : À la suite de l’introduction du Secrétaire exécutif, le présent document sera examiné par le Comité financier statutaire à composition non limitée, et la décision se traduira dans le projet de résolution que le Comité financier soumettra à l’Assemblée pour adoption, conformément au paragraphe 15 du projet de directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution ([IOC/INF-1315](http://www.ioc-unesco.org/index.php?option=com_oe&task=viewDocumentRecord&docID=13094)). |

**Introduction**

1. Le Projet de programme et de budget de l’UNESCO pour 2020-2021 (40 C/5) constitue le second volet du Programme quadriennal adopté par la Conférence générale à sa 39e session (document 39 C/5). Il clôturera le cycle de la Stratégie à moyen terme de l’Organisation pour 2014-2021 ([document 37 C/4](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000220031_fre)).

2. Fidèle à la décision du Conseil exécutif lors de sa 205e session, le Projet de 40 C/5 est établi dans un cadre budgétaire intégré ; il présente quatre scénarios budgétaires pour l’UNESCO et trois scénarios pour la COI, conformément à la demande exprimée par les États membres, sur la base des crédits budgétaires ouverts au titre du Programme ordinaire pour :

* un montant de 507 millions de dollars (10 276 200 M$ pour la COI) ;
* un montant de 518 millions de dollars et de 523,6 millions de dollars (10 776 100 M$ pour la COI)[[1]](#footnote-1) ;
* un montant de 534,6 millions de dollars (11 075 500 M$ pour la COI).

**Impact des différents scénarios budgétaires**

3. La Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l’UNESCO a connu un tournant important à la fin de l’année 2017 avec l’approbation par l’Assemblée générale des Nations Unies, à sa 72e session, de la proposition de la COI tendant à proclamer la période 2021-2030 **Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable** (ci-après dénommée « la Décennie »). Dans le prolongement des travaux entamés lors de l’exercice biennal en cours, la COI a désormais moins de deux ans devant elle pour élaborer un plan de mise en œuvre pour la Décennie, en collaboration avec les États membres, les Nations Unies et l’ensemble des partenaires et parties prenantes. Cela représente pour chacun une occasion unique de faire progresser de manière décisive la capacité de l’océanographie à servir les populations et la planète. Progressivement, une image très prometteuse de la Décennie se dessine, avec un certain nombre d’avancées révolutionnaires, préparées en amont, dans le domaine des observations, des sciences et des services océaniques, ainsi que leur utilisation à grande échelle dans toutes les activités visant une exploitation accrue, mais viable, de l’espace marin et de ses ressources.

4. Pour le Secrétariat de la COI, dont la taille est plutôt modeste, le défi consiste à présent à mobiliser non seulement les ressources extrabudgétaires nécessaires à l’exécution de ses programmes fondamentaux, mais également d’importantes ressources supplémentaires destinées à conduire et coordonner la phase de préparation de la Décennie. La situation critique en termes de sous-effectifs, déjà soulignée par le Commissaire aux comptes en 2016, tend à saper ces efforts de collecte de fonds et met en péril la viabilité du Secrétariat.

5. Aucun des scénarios budgétaires proposés ne permet véritablement de remédier à cette situation, compte tenu du fait que la nécessité d’assurer un appui minimum de base à toutes les sections de programme en créant un poste supplémentaire de la catégorie du cadre de service et de bureau suppose une réduction de 11 % des activités de programme de la COI avec un scénario budgétaire de 518 M$ (et de 523,6 M$) pour le 40 C/5. Si tout sera mis en œuvre pour compenser l’impact de cette réduction grâce à la mobilisation de fonds extrabudgétaires, il faut toutefois garder à l’esprit qu’une dépendance accrue à l’égard des ressources extrabudgétaires entraîne un certain nombre de contraintes. Même en alignant pleinement les objectifs des projets extrabudgétaires sur ceux des programmes de la COI, une approche axée sur les projets conduit souvent à un des changements d’orientation et ne favorise pas une mise en œuvre harmonieuse et continue sur la base des priorités définies d’un commun accord. Cette perspective est particulièrement préoccupante pour les programmes opérationnels de la COI en matière d’observations et de services océaniques, ainsi que pour la gestion des données et de l’information, qui requièrent un investissement stable dans la conception et le maintien de systèmes fondamentaux. La réduction des ressources nuira également à la capacité de la COI d’agir à l’échelon régional, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de sa stratégie de développement des capacités. Si les sous-commissions régionales de la COI doivent mettre l’accent sur un développement autonome des capacités ainsi que sur la coopération Sud-Sud, le manque d’effectifs au niveau régional, mais aussi sur le plan de la coordination centrale, menace de transformer les activités de développement des capacités de la COI en activités axées sur les priorités des donateurs et moins coordonnées.

6. Le scénario de 534,6 M$ permet de disposer d’un capital d’amorçage pour la coordination de la Décennie et les activités de collecte de fonds tout en maintenant le reste des programmes au même niveau qu’en 2018-2019. Alors qu’il mène à son terme la mise en œuvre du dernier exercice biennal de la deuxième et ultime période quadriennale de la Stratégie à moyen terme pour 2014-2021, le Secrétariat entend affiner son action et refléter pleinement la nature intergouvernementale de la COI dans l’action qu’elle mène avec l’ensemble de ses parties prenantes. Les années 2020 et 2021 seront cruciales pour faire en sorte que la contribution institutionnelle de la COI à la Décennie repose sur les activités spécialisées bien établies qui ont fait la preuve de leur pertinence et d’une contribution effective à l’agenda de la durabilité.

7. Sans la marge de manœuvre minimale que seul permettrait le scénario de 534,6 M$, le Secrétariat pourrait ne pas être en mesure de produire un plan pour la Décennie qui reflète pleinement les attentes de toutes les nations, essentiellement par ce qu’il ne serait pas possible d’organiser des consultations approfondies dans toutes les régions. Le scénario de 534,6 M$ permettrait en outre de mener l’action plus ciblée dont ont grandement besoin l’Afrique et les PEID. Dans le domaine des sciences océaniques, il serait également possible de mobiliser les réseaux compétents de différentes régions à l’appui des priorités de recherche et développement recensées dans le plan scientifique de la Décennie, notamment en élaborant des notes d’orientation, en définissant des programmes de recherche et en identifiant les produits et services qui pourraient bénéficier à la société.

8. Le scénario de 534,6 M$ permettrait par ailleurs de mettre en place un mécanisme mondial d’échange d’informations pour faciliter le transfert de techniques marines et ainsi répondre aux besoins régionaux des nations en développement, notamment les PMA et les PEID. Ce mécanisme serait crucial pour la stratégie de développement des capacités de la COI dans son ensemble et permettrait de répondre aux différents appels lancés à l’échelon international pour que la COI exerce un rôle de chef de file dans ce domaine (Assemblée générale des Nations Unies ; ODD 14 ; UNCLOS dans le cadre du futur instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, actuellement en cours de négociation, etc.).

9. Le scénario de 507 M$ a quant à lui été établi à partir d’une revalorisation des postes établis du 39 C/5, sans aucun changement, et avec une réduction de 19 % des activités de programme répartie sur l’ensemble des activités. Compte tenu de l’impact qu’aurait une telle réduction, si ce scénario était retenu, la COI serait contrainte de procéder à une redéfinition des priorités de grande envergure. Cela supposerait vraisemblablement l’arrêt ou une réduction considérable de certains programmes, ainsi qu’une baisse de leurs effectifs d’appui. Des programmes fondamentaux de la COI fonctionneraient alors en-deçà du seuil de viabilité et pourraient même être abandonnés. L’Assemblée est invitée à fournir des orientations quant à l’approche que le Secrétariat devrait adopter si un tel scénario était retenu, notamment en ce qui concerne la validité des principes de budgétisation adoptés dans la [résolution XXVII-2 Annexe 2](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000221456_fre).

10. Afin de clarifier les informations budgétaires figurant plus loin dans le document, le tableau ci-après présente une comparaison simple entre l’exercice biennal 2018-2019 en cours ([IOC-XXIX/2 Annexe 5 Rev.2](http://www.ioc-unesco.org/index.php?option=com_oe&task=viewDocumentRecord&docID=19512)) (budget effectif fondé sur le plan de dépenses de 518 M$ et scénario de 507 M$ n’ayant pas été retenu) et les différents scénarios pour 2020-2021, en termes d’allocations au titre du programme ordinaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|   | **39 C/5 : 2018-2019** | **Projet de 40 C/5 : 2020-2021** |
| 507 M$ | **518 M$** | 507 M$ | **518 / 523,6 M$** | 534,6 M$ |
| $ | % | **$** | **%** | $ | % | **$** | **%** | $ | % |
| Activités | 2 324 900 | 23 % | **2 659 100** | **25 %** | 2 165 500 | 21 % | **2 504 400** | **23 %** | 2 803 800 | 25 % |
| Personnel | 7 873 300 | 77 % | **8 022 200** | **75 %** | 8 110 700 | 79 % | **8 271 700** | **77 %** | 8 271 700 | 75 % |
| Total | 10 198 200 | 100 % | **10 681 300** | **100 %** | 10 276 200 | 100 % | **10 776 100** | **100 %** | 11 075 500 | 100 % |

11. En application des décisions des États membres de l’UNESCO, le Projet de 40 C/5 est le second budget de l’exercice biennal établi dans un cadre budgétaire intégré, qui permet une plus grande transparence de l’ensemble des ressources disponibles. Au moment de l’établissement du Projet de 40 C/5, le montant des fonds extrabudgétaires déjà reçus ou faisant l’objet d’un engagement ferme dans le cadre d’accords signés était de l’ordre de 2 600 000 dollars. Ce montant est plus faible encore que ce qu’il était au même point de l’élaboration de Projet de 39 C/5, ce qui démontre une fois encore l’extrême volatilité du financement de la Commission. La part des accords de financement à long terme et des contributions volontaires sans affectation prédéfinie reste faible.

12. Le Secrétariat a défini des cibles extrabudgétaires représentant les fonds qu’il espère mobiliser, sur la base des tendances observées par le passé, de l’expérience de l’exercice biennal en cours et d’une évaluation réaliste de ses capacités d’exécution. La différence entre ces cibles extrabudgétaires et les fonds déjà reçus ou ayant fait l’objet d’un engagement ferme constitue l’écart de financement qui guidera les efforts de mobilisation de ressources de la Commission.

13. Le tableau et le graphique ci-dessous donnent un aperçu général et des informations détaillées concernant chacun des trois scénarios budgétaires du 40 C/5, ainsi qu’une comparaison avec le budget de l’exercice 2018-2019 en cours (budget effectif fondé sur le plan de dépenses de 518 M$).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|   | **39 C/5** | **Projet de 40 C/5** |
| **518 M$** | **507 M$** | **518 M$ / 523,6 M$** | **534,6 M$** |
| Budget du Programme ordinaire | **10 681 300** | 10 276 100 | **10 776 100** | 11 075 500 |
| Fonds extrabudgétaires reçus | **4 800 000** | 2 600 000 | **2 600 000** | 2 600 000 |
| Écart de financement | **12 776 400** | 13 160 200 | **13 160 200** | 13 160 200 |
| Total | **28 257 700** | 26 036 300 | **26 536 300** | 26 835 700 |

14. Des contributions volontaires permettant de combler l’écart de financement peuvent être versées selon trois modalités principales : crédits ouverts au titre du budget ordinaire, contributions au Compte spécial de la COI et accords de fonds-en-dépôt. Le choix de la modalité est négocié avec chaque donateur, en fonction de la nature et du montant de la contribution, ainsi que des exigences en matière de rapports.

15. Conformément au Règlement financier applicable au Compte spécial de la COI, les crédits budgétaires pour 2020-2021 sont proposés à l’Assemblée pour examen en appendice au présent document.

| **Projet de structure de plan de travail et proposition d’allocations pour 2020-2021 (Projet de 40 C/5)** |
| --- |
| **Fonction/Activité de la COI** | **39 C/5 Programme ordinaire** | **40 C/5 Programme ordinaire** | **40 C/5 extrabudgétaire** |
| **518 M$** | **507 M$** | **518/523,6 M$** | **534,6 M$** | **reçu** | **écart** | **cible** |
| **FONCTION A – Recherche océanographique** | **185 000** | **121 599** | **182 136** | **205 000** | **50 000** | **994 000** | **1 044 000** |
| PMRC | 50 000 | 0 | 43 820 | 50 000 |   | 100 000 | 100 000 |
| Sources et puits de carbone océanique  | 75 000 | 56 444 | 65 731 | 75 000 | 50 000 | 400 000 | 450 000 |
| Impact du changement climatique sur les écosystèmes océaniques et côtiers | 60 000 | 65 155 | 72 585 | 80 000 |   | 494 000 | 494 000 |
| **FONCTION B – Systèmes d’observation et données** | **567 000** | **426 717** | **496 924** | **567 000** | **220 000** | **1 722 200** | **1 942 200** |
| Conception, développement et impact du GOOS  | 290 000 | 218 250 | 254 159 | 290 000 |  | 603 200 | 603 200 |
| Projets du GOOS par le biais de l’IOCAFRICA | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 |  | 50 000 | 50 000 |
| Projets du GOOS dans l’océan Pacifique par le biais du Bureau de projet de Perth | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |  | 100 000 | 100 000 |
| Projets du GOOS dans l’océan Indien par le biais du Bureau de projet de Perth | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |   | 175 000 | 175 000 |
| EIOI-2 | 35 000 | 26 341 | 30 674 | 35 000 | 170 000 | 250 000 | 420 000 |
| Intégration et exécution des systèmes d’observation | 80 000 | 60 207 | 70 113 | 80 000 | 50 000 | 344 000 | 394 000 |
| Systèmes centraux IODE/OBIS  | 82 000 | 61 712 | 71 866 | 82 000 |   | 200 000 | 200 000 |
| **FONCTION C – Alerte rapide et services** | **450 000** | **338 664** | **394 384** | **450 000** | **550 000** | **2 130 000** | **2 680 000** |
| Promouvoir des systèmes d’alerte intégrés et permanents | 125 000 | 94 073 | 109 551 | 125 000 | 150 000 | 270 000 | 420 000 |
| Éduquer les communautés menacées | 60 000 | 45 155 | 52 585 | 60 000 |   | 150 000 | 150 000 |
| Éduquer les communautés menacées (Caraïbes) | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |   | 150 000 | 150 000 |
| Éduquer les communautés menacées (Pacifique) | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 | 200 000 | 350 000 | 550 000 |
| Contribuer à développer les capacités des États membres pour l’évaluation | 60 000 | 45 155 | 52 585 | 60 000 |   | 220 000 | 220 000 |
| Contribuer à développer les capacités des États membres pour l’évaluation | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 | 200 000 | 340 000 | 540 000 |
| Systèmes et applications de prévision océanique  | 65 000 | 48 918 | 56 967 | 65 000 |   | 450 000 | 450 000 |
| Recherche et suivi sur les HAB | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 |   | 200 000 | 200 000 |
| **FONCTION D – Évaluation/information pour l’élaboration des politiques**  | **287 000** | **195 993** | **231 529** | **267 000** |  | **2 016 000** | **2 016 000** |
| Suivi des ODD et Évaluation mondiale des océans | 85 000 | 63 970 | 74 495 | 85 000 |   | 446 000 | 446 000 |
| GEBCO | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |   | 300 000 | 300 000 |
| Réduction de l'enrichissement en nutriments | 60 000 | 25 155 | 32 585 | 40 000 |   | 300 000 | 300 000 |
| Produits et services IODE/OBIS | 67 000 | 50 423 | 58 719 | 67 000 |   | 500 000 | 500 000 |
| Adaptation au changement climatique dans les zones côtières (Afrique) | 30 000 | 22 578 | 26 292 | 30 000 |   | 200 000 | 200 000 |
| Adaptation au changement climatique dans les zones côtières | 25 000 | 18 815 | 21 910 | 25 000 |   | 270 000 | 270 000 |
| **FONCTION E- Gestion durable** | **527 700** | **457 979** | **492 872** | **547 908** | **1 630 000** | **4 123 000** | **5 753 000** |
| Organes directeurs de la COI | 245 900 | 245 900 | 245 900 | 245 900 | 100 000 | 160 000 | 260 000 |
| IOCARIBE | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 |   | 208 000 | 208 000 |
| IOCAFRICA | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 |   | 208 000 | 208 000 |
| WESTPAC | 40 000 | 30 103 | 35 056 | 40 000 | 100 000 | 212 000 | 312 000 |
| IOCINDIO | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |   | 50 000 | 50 000 |
| Partenariats et actions extérieures (suivi des ODD) | 81 800 | 61 562 | 71 690 | 81 800 | 200 000 | 635 000 | 835 000 |
| Phase préparatoire/coordination de la Décennie des Nations Unies |   |   |   | 20 208 | 130 000 | 1 000 000 | 1 130 000 |
| ICAM et aménagement de l’espace marin | 60 000 | 45 155 | 52 585 | 60 000 | 1 100 000 | 1 650 000 | 2 750 000 |
| **FONCTION F – Développement des capacités** | **391 300** | **296 487** | **345 739** | **394 100** | **150 000** | **2 175 000** | **2 325 000** |
| Développement des capacités, transfert des techniques marines et Rapport mondial sur les sciences océaniques | 61 300 | 48 134 | 56 524 | 64 100 |   | 785 000 | 785 000 |
| Développement des capacités de l’IOCAFRICA | 75 000 | 56 444 | 65 731 | 75 000 |   | 200 000 | 200 000 |
| Développement des capacités de l’IOCARIBE | 75 000 | 56 444 | 65 731 | 75 000 |   | 200 000 | 200 000 |
| Développement des capacités de la WESTPAC | 75 000 | 56 444 | 65 731 | 75 000 | 150 000 | 325 000 | 475 000 |
| Développement des capacités de l’IOCINDIO | 20 000 | 15 052 | 17 528 | 20 000 |   | 65 000 | 65 000 |
| Formation et éducation IODE/OBIS | 85 000 | 63 970 | 74 495 | 85 000 |   | 600 000 | 600 000 |
| **ACTIVITÉS DE PROGRAMME DE LA COI (NET)**  | **2 408 000** | **1 837 440** | **2,143 584** | **2 431 008** |  |  |  |
| *Programmation conjointe par pays 1 %*  |  | *19 140* | *22 329* | *25 323* |  |  |  |
| *Évaluations 3 %* | *20 000* | *57 420* | *66 987* | *75 969* |  |  |  |
| Formation et développement de la COI |  |  | *20 000* | *20 000* |  |  |  |
| Frais de fonctionnement de la COI | *50 000* | *50 000* | *50 000* | *50 000* |  |  |  |
| **BUDGET OPÉRATIONNEL NET** | ***2 478 000*** | ***1 964 000*** | ***2 302 900*** | ***2 602 300*** |  |  |  |
| *Contribution de la COI aux frais communs*  | *181 100* | *201 500* | *201 500* | *201 500* |  |  |  |
| **TOTAL BUDGET OPÉRATIONNEL** | **2 659 100** | **2 165 500** | **2 504 400** | **2 803 800** |  |  |  |
| **TOTAL COÛTS DE PERSONNEL** | **8 022 200** | **8 110 700** | **8 271 700** | **8 271 700** |  |  |  |
| **TOTAL** | **10 681 300** | **10 276 200** | **10 776 100** | **11 075 500** | **2 600 000** | **13 160 200** | **15 760 200** |

16. Comme il ressort du tableau ci-dessus, il n’est pas proposé de modifier la répartition proportionnelle du budget entre activités mondiales, interrégionales et régionales par rapport à l’exercice biennal 2018-2019 en cours. La réduction découlant des scénarios budgétaires les moins optimistes s’applique de manière uniforme et il est proposé d’allouer le financement supplémentaire minime obtenu dans le cadre du scénario budgétaire le plus élevé comme capital de départ pour les activités de coordination de la Décennie des Nations Unies, et pour organiser une retraite du personnel de la COI destinée à favoriser la cohésion d’équipe et à renforcer la communication interne.

17. La part du budget affectée aux priorités globales est maintenue au même niveau en ce qui concerne la priorité Afrique (23 %) tandis que le budget prévisionnel consacré à l’Égalité des genres passe de 3 à 10 %.

**CIBLES DE PROGRAMME 2020-2021**[[2]](#footnote-2) (Projet de 40 C/5)

Résultat escompté : Élaboration et mise en œuvre, par les États membres, de politiques fondées sur la science au service d’une réduction de la vulnérabilité aux aléas liés aux océans, de la conservation mondiale et de l’exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines, ainsi que d’un accroissement de la résilience et de l’adaptation au changement climatique, en vue de la réalisation du Programme 2030.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Indicateurs de performance* | *Données initiales 2016-2017* | *Cibles pour 2019 (cadre budgétaire intégré) (39 C/5 approuvé)* | *Cibles pour 2020-2021 (cadre budgétaire intégré)* |
| *Plan de dépenses de 518 M$* | *518 M$* | *534,6 M$* |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui ont mené des recherches océanographiques de pointe afin de répondre aux enjeux spécifiques des impacts océaniques et humains sur les zones côtières
 | (i) 50 dont 5 en Afrique et 5 PEID, participent à des initiatives internationales de recherche dans le cadre du PMRC(ii) 89 dont 22 en Afrique et 11 PEID, combinent les meilleures pratiques, normes et méthodes aux fins d’observation de l’acidification de l’océan et des écosystèmes à carbone bleu(iii) 76 dont 6 en Afrique et 2 PEID, contribuent à mieux faire comprendre le fonctionnement de l’écosystème marin et les effets du changement sur les services écosystémiques | (i) 52 dont 7 en Afrique et 7 PEID(ii) 91 dont 24 en Afrique et 13 PEID(iii) 80 dont 8 en Afrique et 4 PEID | (i) 53 dont 7 en Afrique et 7 PEID(ii) 93 dont 24 en Afrique et 13 PEID(iii) 82 dont 8 en Afrique et 4 PEID | (i) 54 dont 7 en Afrique et 8 PEID(ii) 94 dont 25 en Afrique et 14 PEID(iii) 83 dont 9 en Afrique et 5 PEID |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui ont entretenu, renforcé et intégré un système mondial d’observation, de données et d’informations relatif à l’océan afin de réduire la vulnérabilité aux aléas liés aux océans et de bénéficier des produits obtenus
 | (i) 104 dont 5 en Afrique et 39 PEID, appartiennent à des alliances régionales pour le GOOS. Les niveaux de participation et d’engagement varient, on estime à 60 le nombre d’EM actifs, dont 5 en Afrique et 8 PEID(ii) 13 dont 5 en Afrique et 1 PEID, participent à l’IO­GOOS, un indicateur de contribution à l’EIOI­2(iii) 20 contribuent au JCOMMOPS(iv) 84 dont 19 en Afrique, participent au réseau de l’IODE et collaborent à la gestion des données et de l’information | (i) 60 dont 5 en Afrique et 8 PEID(ii) 13 dont 5 en Afrique et 1 PIED(iii) 20(iv) 90 dont 22 en Afrique | (i) 63 dont 7 en Afrique et 8 PEID(ii) 13 dont 5 en Afrique et 1 PIED(iii) 20(iv) 92 dont 22 en Afrique | (i) 64 dont 8 en Afrique et 9 PEID (ii) 13 dont 5 en Afrique et 1 PIED(iii) 20(iv) 100 dont 25 en Afrique |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui ont mis en place des systèmes d’alerte rapide et des mécanismes de préparation pour atténuer les risques de tsunami et autres aléas liés à l’océan, de façon à renforcer la résilience
 | (i) 72 dont 14 PEID et 6 en Afrique, disposent de centres nationaux d’alerte aux tsunamis(ii) 5 tous des PEID, ont renforcé le degré de préparation des populations(iii) 3 dont 1 PEID, ont développé des capacités d’évaluation des risques de tsunami et autres risques côtiers(iv) 9 participent activement au système opérationnel de prévision océanique (0 en Afrique, 0 PEID)(v) 45 ont développé des capacités de recherche et de gestion en matière d’algues nuisibles | (i) 75 dont 15 PEID et 6 en Afrique(ii) 9 dont 5 PIED(iii) 5 dont 1 PIED(iv) 13 dont 2 en Afrique et 2 PIED(v) 45 dont 6 en Afrique et 5 PEID | (i) 76 dont 15 PEID et 6 en Afrique(ii) 9 dont 5 PEID(iii) 6 dont 1 PEID(iv) 13 dont 2 en Afrique et 2 PEID(v) 46 dont 6 en Afrique et 5 PEID | (i) 78 dont 16 PEID et 6 en Afrique(ii) 10 dont 6 PIED(iii) 7 dont 2 PIED(iv) 14 dont 2 en Afrique et 2 PIED(v) 47 dont 6 en Afrique et 5 PEID |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui disposent de mécanismes d’interface science­politiques dans le domaine des océans propres à soutenir la bonne santé des écosystèmes océaniques, conformément au Programme 2030
 | (i) 8 contribuent aux ensembles de données bathymétriques et les utilisent dans le cadre du projet GEBCO(ii) 25 dont 5 PEID et 5 en Afrique, ont désigné des experts auprès du Pool d’experts de l’Évaluation mondiale des océans ainsi que pour les évaluations de la Plate­forme IPBES et du GIEC(iii) Nombre d’États membres contribuant aux ensembles de données nationales sur l’ODD relatif aux océans par le biais de l’IODE – indicateur de référence inexistant(iv) 25 participent à des programmes scientifiques et de développement des capacités sur l’évaluation et la gestion des nutriments(v) 5 en Afrique appliquent des directives étayées par la science en ce qui concerne l’atténuation des risques côtiers/l’adaptation au changement climatique | (i) 12(ii) 25 dont 5 PEID et 5 en Afrique(iii) 45 dont 6 en Afrique(iv) 35 dont 5 PEID et 7 en Afrique(v) 9 dont 5 en Afrique et 1 PEID | (i) 13(ii) 26 dont 5 PEID et 5 en Afrique(iii) 47 dont 6 en Afrique(iv) 35 dont 5 PEID et 7 en Afrique(v) 10 dont 5 en Afrique et 1 PEID | (i) 14(ii) 27 dont 5 PEID et 5 en Afrique(iii) 48 dont 7 en Afrique(iv) 35 dont 5 PEID et 7 en Afrique(v) 11 dont 5 en Afrique et 2 PEID |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui appliquent une gestion des écosystèmes fondée sur la science et mesurent les progrès accomplis en faveur de la réalisation de l’ODD 14
 | (i) 74 dont 16 en Afrique et 8 PEID, contribuent à la mise en œuvre des plans de travail des organes directeurs ou organes régionaux subsidiaires(ii) 40 dont 5 en Afrique et 3 PEID, élaborent des plans d’aménagement de l’espace marin et des programmes en faveur d’une économie océanique durable(iii) 10 dont 3 PEID, participent à la mise en œuvre d’activités et de programmes de sensibilisation interinstitutions | (i) 88 dont 13 en Afrique et 10 PEID(ii) 45 dont 6 en Afrique et 5 PEID(iii) 13 dont 4 PEID | (i) 90 dont 13 en Afrique et 10 PEID(ii) 46 dont 6 en Afrique et 5 PEID(iii) 15 dont 4 PEID | (i) 92 dont 13 en Afrique et 10 PEID(ii) 47 dont 6 en Afrique et 5 PEID(iii) 17 dont 5 PEID |
| 1. Nombre d’États membres soutenus qui ont développé des capacités institutionnelles et les mettent à profit pour atteindre les objectifs de haut niveau de la COI
 | (i) Nombre d’États membres contribuant à l’évaluation des besoins régionaux et à l’application de techniques marines – indicateur de référence inexistant(ii) 34 dont 6 en Afrique et 2 PEID, contribuent au premier Rapport mondial sur les sciences océaniques (iii) (a) Nombre d’États membres mettant en œuvre des plans de travail en matière de développement des capacités par le biais de IOCAFRICA, IOCARIBE, WESTPAC et IOCINDIO – sans objet car aucun plan de développement des capacités n’a été adoptéb) 80 professionnels, dont 20 originaires d’Afrique et 4 de PEID, formés à des thématiques prioritaires désignées par le biais des sous­commissions regionals(iv) 80 professionnels, dont 20 originaires d’Afrique et aucun des PEID, formés à des thématiques prioritaires désignées dans le cadre d’évaluations régionales | (i) 10 dont 1 en Afrique et 1 PEID(ii) 60 dont 8 en Afrique et 8 PEID, avec des données ventilées par sexe pour 45 États membres(iii) (a) plans de mise en œuvre de développement des capacités adoptés et mise en œuvre entamée, avec un capital d’amorçage minimal ou dépendant de ressources extrabudgétaires(b) 120 professionnels, dont 20 originaires d’Afrique et 5 des PEID(iv) 100 professionnels, dont 30 originaires d’Afrique et aucun des PEID, avec un objectif de 40 % de femmes (5 centres de formation régionaux créés) | (i) 10 dont 1 en Afrique et 1 PEID(ii) 61 dont 8 en Afrique et 8 PEID, avec des données ventilées par sexe pour 45 États membres(iii) (a) plans de mise en œuvre de développement des capacités adoptés et mise en œuvre entamée, avec un capital d’amorçage minimal ou dépendant de ressources extrabudgétaires(b) 130 professionnels, dont 25 originaires d’Afrique et 6 des PEID(iv) 120 professionnels, dont 35 originaires d’Afrique et 1 des PEID, avec un objectif de 40 % de femmes (5 centres de formation régionaux créés) | (i) 10, dont 1 en Afrique et 1 PEID(ii) 62 dont 8 en Afrique et 8 PEID, avec des données ventilées par sexe pour 45 États membres(iii) (a) plans de mise en œuvre de développement des capacités adoptés et mise en œuvre entamée, avec un capital d’amorçage minimal ou dépendant de ressources extrabudgétaires(b) 150 professionnels, dont 30 originaires d’Afrique et 7 des PIED(iv) 150 professionnels, dont 40 originaires d’Afrique et 3 des PEID, avec un objectif de 40 % de femmes (5 centres de formation régionaux créés) |

**APPENDICE**

**CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR 2020-2021 AU TITRE DU COMPTE SPÉCIAL DE LA COI**

| **Fonction/titre de l’activité** | **Code budgétaire** | **Montant ($ É.-U.)** |
| --- | --- | --- |
| **Fonction A de la COI : Favoriser la recherche pour renforcer la connaissance des processus océaniques et côtiers ainsi que des effets de l’activité humaine sur ces processus** |
|  | **191ORS2040** | **500 000** |
| PMRC | 191ORS2040.1 | 100 000 |
| Carbone océanique et acidification | 191ORS2040.2 | 250 000 |
| Impact du changement climatique sur les écosystèmes océaniques et côtiers | 191ORS2040.3 | 150 000 |
| **Fonction B de la COI : Entretenir, renforcer et intégrer les systèmes mondiaux d'observation, de données et d'informations relatifs à l'océan** |
|  | **191OSD2040** | **1 500 000** |
| Plan de travail du GOOS  | 191OSD2040.1 | 550 000 |
| Bureau de programme de Perth | 191OSD2040.2 | 400 000 |
| EIOI-2 (développement des capacités en matière d’observations continues) | 191OSD2040.3 | 250 000 |
| Observations de la JCOMM  | 191OSD2040.4 | 200 000 |
| Systèmes centraux IODE/OBIS  | 191OSD2040.5 | 100 000 |
| **JCOMMOPS** | **193JCS2040** | **450 000** |
| **Fonction C de la COI : Développer les systèmes d’alerte rapide, les services et les mécanismes de préparation pour atténuer les risques de tsunamis et autres aléas naturels liés aux océans** |
| **Secrétariat du GIC/IOTWMS**  | **193EWS2040** | **850 000** |
|  | **191EWS2040** | **1 250 000** |
| GIC/NEAMTWS | 191EWS2040.1 | 100 000 |
| GIC/PTWS | 191EWS2040.2 | 150 000 |
| GIC/CARIBE-EWS | 191EWS2040.3 | 250 000 |
| TOWS et coordination interrégionale | 191EWS2040.4 | 100 000 |
| JTIC | 191EWS2040.5 | 100 000 |
| GLOSS - tsunami | 191EWS2040.6 | 250 000 |
| Services de la JCOMM  | 191EWS2040.7 | 200 000 |
| Recherche et suivi sur les HAB  | 191EWS2040.8 | 100 000 |
| **Fonction D de la COI : Soutenir l’évaluation et l’information pour améliorer l’interface entre science et politiques** |
|  | **191AIP2040** | **550 000** |
| Suivi des ODD et Évaluation mondiale des océans | 191AIP2040.1 | 150 000 |
| GEBCO | 191AIP2040.2 | 50 000 |
| La science au service de la réduction de l'enrichissement en nutriments | 191AIP2040.3 | 100 000 |
| Produits et services IODE/OBIS  | 191AIP2040.4 | 100 000 |
| Adaptation au changement climatique dans les zones côtières | 191AIP2040.5 | 150 000 |
| **Fonction E de la COI : Renforcer la gouvernance des océans grâce à une base de connaissances partagée et à l’amélioration de la coopération régionale**  |
|  | **191RCG2040** | **1 300 000** |
| Gouvernance de la COI (représentation et coordination intersessions) | 191RCG2040.1 | 150 000 |
| IOCARIBE (soutien du bureau et coordination intersessions) | 191RCG2040.2 | 100 000 |
| IOCAFRICA (soutien du bureau et coordination intersessions) | 191RCG2040.3 | 100 000 |
| WESTPAC (soutien du bureau et coordination intersessions) | 191RCG2040.4 | 250 000 |
| IOCINDIO (coordination intersessions) | 191RCG2040.5 | 50 000 |
| Partenariats, gouvernance mondiale, élaboration des politiques et actions extérieures avec le système des Nations Unies | 191RCG2040.6 | 400 000 |
| ICAM et aménagement de l’espace marin | 191RCG2040.7 | 250 000 |
| **Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable** | **193UND2040** | **500 000** |
| **Fonction F de la COI : Développer les capacités institutionnelles dans toutes les fonctions susmentionnées, en tant que fonction transversale** |
|  | **191ICD2040** | **1 065 000** |
| Développement des capacités, transfert des techniques marines et Rapport mondial sur les sciences océaniques | 191ICD2040.1 | 400 000 |
| Plans de travail pour le développement des capacités de l’IOCAFRICA | 191ICD2040.2 | 150 000 |
| Plans de travail pour le développement des capacités de l’IOCARIBE | 191ICD2040.3 | 100 000 |
| Plans de travail pour le développement des capacités de la WESTPAC | 191ICD2040.4 | 250 000 |
| Plans de travail pour le développement des capacités de l’IOCINDIO  | 191ICD2040.5 | 65 000 |
| Formation et éducation IODE/OBIS  | 191ICD2040.5 | 100 000 |
| **TOTAL** |  | **7 965 000** |

Les crédits proposés dans le tableau ci-dessus sont dans une large mesure similaires aux crédits approuvés pour l’exercice biennal 2018-2019 en cours qui figurent dans l’appendice du document [IOC-XXIX/2 Annexe 5 Rev.2](http://www.ioc-unesco.org/index.php?option=com_oe&task=viewDocumentRecord&docID=19512), à l’exception du compte distinct qu’il est proposé de créer au titre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable pour une plus grande efficacité opérationnelle.

1. Les crédits qu’il est proposé d’inscrire au budget ordinaire pour tous les secteurs de programme, y compris la COI, sont les mêmes dans les scénarios de 518 M$ et de 523,6 M$. [↑](#footnote-ref-1)
2. Indicateurs de performance, données initiales et cibles pour 2019 approuvés dans la [résolution XXIX-2](http://ioc-unesco.org/index.php?option=com_oe&task=viewDocumentRecord&docID=19662), document de référence IOC-XXIX/2 Annexe 5 Rev.2 [↑](#footnote-ref-2)